

Dialogue sur les politiques de sécurité alimentaire à base riz en Afrique de l'Ouest et du Centre

Dans un mauvais environnement économique, toute activité 'économique' peut ne pas être viable et la production rizicole en Afrique de l'Ouest n'échappe pas à cette règle. L'ADRAO est bien placée pour influencer la politique gouvernementale dans ses pays membres, tout simplement parce que c'est une association politique à part entière. Les économistes de l'ADRAO étudient les tenants et aboutissants de tout aspect lié à la culture et à la commercialisation du riz, en vue de fournir des informations vitales visant à aider les gouvernements à adopter des politiques appropriées pour les riziculteurs. Du point de vue politique, c'est une corde raide, mais il faut que les petits producteurs soient représentés aux niveaux les plus élevés, et nous pensons qu'il est de notre devoir de jouer ce rôle.

La question de culture 'nouvelle'

En 1993 déjà, une revue externe de l'ADRAO a jugé nécessaire de répondre à la question de savoir « s'il y a besoin d'un effort international en matière de recherche rizicole en Afrique de l'Ouest ? » Cette question a été posée plusieurs fois de par le passé, et découlait en partie du fait de la mauvaise conception selon laquelle le riz n'était pas une culture indigène du continent africain, mais avait été plutôt introduit de l'extérieur. A ce jour, beaucoup de personnes considèrent encore le riz comme une culture 'nouvelle' et non traditionnelle à l'Afrique. La réalité est que le riz – au moins le riz indigène africain (*Oryza glaberrima*) – est cultivé en Afrique depuis au moins 3500 ans. En plus, les populations des pays de la Côte Ouest – Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone, Libéria et Ouest de la Côte d'Ivoire – avaient le riz comme nourriture de base depuis fort longtemps. Il constituait jusqu'à 45-84 % de leur consommation de céréales dans les années 1960 !

Pendant, aujourd'hui encore, le label 'nouveau' contrarie les efforts visant à promouvoir le développement du secteur rizicole dans la région, tandis que les populations

elles-mêmes ont une demande que la production locale ne peut satisfaire.

Aussi vieux que le riz puisse paraître comme culture africaine, on ne peut nier l'accroissement aigu de sa consommation en Afrique de l'Ouest depuis les années 1970. Pendant que la plupart des pays en développement dans le monde enregistraient une croissance 'stable' dans la demande en riz à raison de 3 % par an entre 1975 et 1983, le taux de croissance *moyenne* en Afrique de l'Ouest dépassait 10 %. Toutefois, ce chiffre cache une grande disparité entre les pays. La demande a augmenté rapidement dans des pays traditionnellement non-consommateurs de riz. Par exemple, le Nigéria a enregistré un taux de croissance annuelle de 25 %. Même des pays traditionnellement consommateurs ont enregistré une croissance rapide à l'exemple la Côte d'Ivoire avec un taux de 15 %.

Causes et effets

Si nous comparons ces chiffres à ceux de la croissance de la population au cours de la même période, il est clair que la croissance de la population qui était en moyenne de 2,5 à

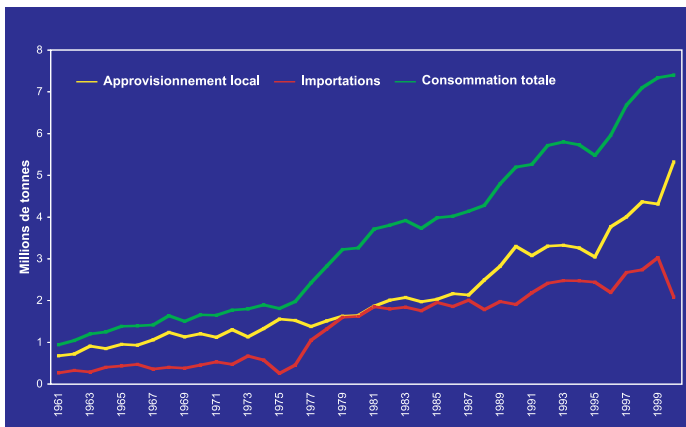


Figure 11. Tendances rizicoles dans les Etats membres de l'ADRAO, 1961-2000 (Source : FAO-STAT 2001)

2,7 % par an n'est pas uniquement responsable de ces fortes augmentations de la demande.

L'une des caractéristiques majeures des années 1970 a été la sécheresse qui a affecté la sous-région. La zone la plus durement frappée, le Sahel, est l'endroit où l'on cultive beaucoup de céréales traditionnelles comme le mil et le sorgho. Cette sécheresse a causé l'échec des cultures à une grande échelle de sorte qu'il a été nécessaire d'importer de grandes quantités de céréales pour nourrir la population. Le riz était l'une des composantes majeures des importations céréalières de l'époque.

La sécheresse a aussi entraîné l'exode rural, en particulier vers les régions côtières. La migration impose des changements majeurs dans le mode de vie d'une personne. Par exemple, l'immigrant n'est presque toujours plus en contact avec sa famille élargie. Ceci a un effet direct sur le mode d'alimentation. La transformation d'un aliment de base comme l'igname demande du temps ; pour une grande famille, cela peut en valoir la peine, mais juste pour quelques personnes, on peut la considérer à juste titre comme une activité prenant fastidieuse. Pour quelqu'un qui vit en ville, le temps est précieux. D'abord, il/elle en dispose de très peu parce qu'il/elle travaille pour gagner sa vie et doit parcourir une certaine distance pour aller à son travail et en revenir. De ce fait, les citadins ont tendance à choisir des aliments dont la préparation ne demande pas du temps. Deuxièmement, les

ressources 'naturelles' facilement disponibles en milieu rural – bois de chauffe – ne sont pas aussi abondantes en ville. Si le combustible devient soudainement une denrée rare, il est raisonnable d'opter pour des nourritures qui en utilisent peu, en d'autres termes, des nourritures dont la cuisson est rapide. En plus de tout cela, la plupart des citadins doivent acheter leur nourriture tandis que les habitants des zones rurales produisent la leur. Ainsi, au moins dans un premier temps, le coût bas du riz importé a occasionné une attraction supplémentaire pour cette céréale.

« L'importance du facteur temps dans la préférence par les citadins du riz par rapport aux denrées traditionnelles », explique l'économiste des politiques de l'ADRAO, Frédéric Lançon, « se révèle dans le fait que la préférence demeure même si le prix du riz augmente. » Par exemple, une étude de la consommation au Burkina Faso après la dévaluation du franc CFA a montré que même après l'augmentation du prix du riz importé, les consommateurs ont maintenu leur niveau de consommation au détriment d'autres aliments.

Entre 1975 et 1985, les importations de riz vers l'Afrique de l'Ouest sont passées de 400 000 tonnes par an à 2 millions de tonnes. Entre temps, la sous-région est passée d'une production de 72 % du riz qu'elle consomme dans les années 1960 à 59 % dans les années 1980.

La réponse

Naturellement, les gouvernements se sont inquiétés de la dépendance de leurs pays sur les importations d'une denrée alimentaire de base et se sont attelés à re-dynamiser la filière de production de riz.

Dans les années 1960 et 1970, le succès de l'agriculture a atteint son point culminant avec la Révolution verte qui a porté la production de blé et de riz à de nouveaux sommets, en particulier en Asie. De façon « fortuite », tout ministre africain de l'agriculture a dû penser « que la culture que nous voulons tant re-dynamiser se porte donc si bien. » La solution était simple : apporter les variétés de riz de la Révolution verte en Afrique, établir de vastes programmes d'irrigation et regarder le processus se mettre en marche !

En fait, l'idée d'importer des solutions exotiques aux problèmes de l'agriculture africaine n'avait rien de nouveau. On a vu la même situation au milieu des années 1900 pendant la colonisation. Mais, les colonisateurs n'ont pas réussi à



La grande visibilité était recherchée tant par les gouvernements nationaux que par les donateurs

mettre en place un système durable principalement parce qu'ils imposaient leurs idées aux paysans locaux et géraient tout eux-mêmes. Quand ils sont partis, ils ont emporté avec eux leur savoir-faire et tout s'est effondré. Mais, ce qui est sûr, c'est que la Révolution verte était toute autre chose ... n'est-ce pas ?

La construction de grandes infrastructures d'irrigation était également soutenue par les agences donatrices – après tout, c'était l'époque où les donateurs voulaient de la visibilité dans les pays récipiendaires, et il n'y a rien de plus visible qu'un grand barrage et la structure d'irrigation qui l'accompagne !

Ainsi, les gouvernements et les projets des bailleurs de fonds ont mis en place de nombreux projets d'irrigation à travers toute la région en assurant la gestion globale et l'appui à chaque projet. « Une chose que nous enseigne l'histoire » a noté une fois un sage, « c'est que nous ne retenons rien de l'histoire. » Les paysans étaient surtout 'utilisés' comme employés dans les projets – ils n'avaient aucun enjeu de propriété dans les parcelles qu'ils cultivaient et aucune responsabilité de gestion au niveau de l'aménagement. Sans responsabilité, ils n'avaient pas d'expérience en gestion des aménagements étant contraints à ne s'occuper que de leurs propres parcelles.

Le concept d'autosuffisance en riz revenait coûteux : d'un côté, les gouvernements subventionnaient la production

par l'aide et la maintenance des aménagements ainsi que l'approvisionnement en intrants, pendant que de l'autre côté, ils contrôlaient le prix du riz sur le marché pour s'assurer qu'il était à la portée des consommateurs ! Ainsi, à différents moments, au milieu des années 1970 et au-delà, les gouvernements ont connu des crises économiques et ont dû couper leurs allocations à la maintenance des aménagements et l'appui à la production. Lorsque les gouvernements et projets se sont retirés de la gestion des aménagements, les systèmes se sont vite détériorés du fait que les paysans n'avaient aucune expérience en matière de gestion d'aménagements.

Puis, dans les années 1980, les gouvernements ont été 'contraints' d'adopter des réformes économiques, en particulier celles liées à l'ajustement structurel. L'un des effets immédiats de ces réformes a été la libéralisation du commerce. C'est un processus continu depuis l'ajustement structurel et il devient de plus en plus régulé sous l'Organisation mondiale du commerce. Les effets des réformes économiques ont été exacerbés lorsque l'Indonésie a atteint l'autosuffisance en riz pour la première fois au milieu des années 1980 (et depuis lors elle a été un grand exportateur de riz), ce qui a contribué à une baisse majeure du prix du riz au niveau mondial, rendant la production locale difficile à supporter face aux importations bon marché. Vers la moitié des années 1990, l'aide internationale a baissé de manière drastique et le contexte géopolitique en Afrique changé de manière significative. Les gouvernements ne voyaient plus la nécessité d'une approche 'adoucie' et ont donc durci leurs réformes économiques. Vers la fin 1995, la plupart des gouvernements africains avaient complètement supprimé leur appui à la production rizicole. Ainsi, la question de la compétitivité du riz local par rapport aux importations bon marché s'était posée. La production locale sans subvention gouvernementale peut-elle rivaliser avec le riz à bas prix sur le marché mondial ?

Lorsque la libéralisation du marché a commencé au milieu des années 1980, le prix du riz au niveau mondial était en hausse. Ceci a servi d'incitation aux paysans et a entraîné une hausse du prix du riz local au niveau des négociants et revendeurs. Malgré la dévaluation du franc CFA et d'autres monnaies ouest africaines, le prix du riz importé a baissé en 1998 et a favorisé les importations. Entre temps, l'exode rural a donné un coup de pouce à la consommation. En plus, la levée de l'interdiction sur l'importation du riz au Nigéria

a entraîné une forte croissance des importations de riz en direction de ce pays, passant de 300.000 tonnes en 1993 à près de 1,5 millions de tonnes à la fin des années 1990.

Ainsi, les projections de production et demande de riz pour la région prévoient une augmentation alarmante des importations de riz au cours de la première décennie du 21^e siècle, initialement à environ 4,5 millions de tonnes en 2010 et entre 6,5 et 10 millions de tonnes vers 2020. Des questions sérieuses se posent quant à la capacité des économies nationales à supporter ces niveaux d'importations. La nécessité d'accroître la production locale de riz est devenue donc à la fois une question économique et politique. Entre temps, des changements, qui affecteront sérieusement le volume des surplus du riz à exporter, sont en cours en Asie. En particulier, les pays asiatiques diversifient leur production agricole vers des cultures autres que le riz. Des limites sont imposées aux superficies rizicultivées à mesure que l'urbanisation galopante exerce des pressions accrues sur les terres productives et l'eau. La demande intérieure s'accroît avec les niveaux sans cesse croissants de la population (malgré une stagnation de la consommation par tête d'habitant). C'est là une incitation supplémentaire pour les pays ouest-africains à diminuer leur dépendance sur le marché mondial pour leur approvisionnement en nourriture de base.

Et arriva L'ADRAO ...

L'ADRAO a été créée en 1971 dans le sillage de la Révolution verte en Asie. Les membres fondateurs voulaient un mécanisme par lequel la technologie de la Révolution verte pourrait être importée et adaptée au niveau local. La période était appropriée puisque le boom de la consommation du riz avait réellement commencé dans la région au milieu des années 1970.

Dès 1978, l'ADRAO a sollicité les services d'une équipe de l'Université de Stanford (Etats-Unis) pour mener une étude détaillée sur la compétitivité des systèmes de production de riz local dans cinq pays ouest-africains. Par la suite, les économistes et étudiants ont mené pour l'ADRAO des études répétitives au milieu des années 1990 visant à voir l'évolution de la compétitivité. L'une des mesures utilisées a été le rapport de coûts des ressources intérieures ou DRC qui permet de mesurer la rentabilité socioéconomique de la production du riz local (*voir* Encadré 'Rapport des coûts en

Ratio du coût en ressources intérieures

Le ratio du coût en ressources intérieures ou DRC mesure le ratio entre les facteurs intérieurs utilisés pour produire une unité de riz (ex. main-d'œuvre et capital investi dans la production) et la valeur ajoutée générée par cette unité de riz (ex. la valeur de la production moins tous les coûts d'investissement comme les semences, les engrais, l'énergie). On calcule le DRC en utilisant les prix de référence – c'est-à-dire les coûts qui auraient cours sans l'intervention du gouvernement sur les marchés des intrants et des produits (ex. subventions sur les prix des engrais, taxes sur les importations de riz) et dans un marché sans distorsions (ex. monopole). Si le rapport est supérieur à un, trop de ressources intérieures sont investies dans la production du riz par rapport à la valeur ajoutée générée par l'activité de production – il n'y a aucun avantage comparatif à produire du riz et les ressources intérieures seraient utilisées de manière plus efficace si elles étaient allouées à d'autres activités de production. Par contre, si le rapport est inférieur à un, le riz est produit en utilisant moins de ressources intérieures que la valeur ajoutée générée – les producteurs de riz ont, dans ce cas, un avantage comparatif.

ressources intérieures pour la définition'). Pendant plus de 15 à 20 ans, tous les pays étudiés ont montré une tendance positive (c'est-à-dire un DRC décroissant, *voir* Tableau 2). Pendant cette période, la Côte d'Ivoire est passée à une position d'avantage comparatif en matière de production de riz, tandis que le Mali et la Sierra Léone ont amélioré les leurs ; seul le Sénégal est demeuré dans une situation de désavantage.

Tableau 2. Changements dans le rapport de coût en ressources intérieures

Pays	1978	1993	1995	1996
Côte d'Ivoire	1,68	1,02	0,73	
Mali	0,69			0,40
Sénégal	1,66			1,12
Sierra Léone	0,89		0,55	

Sources : CERDI Université d'Auvergne ; Université de Stanford ; ADRAO.



Le séchage du riz dans des rues poussiéreuses l'expose à la poussière et aux cailloux, ce qui réduit la qualité sur le marché



Il existe une technologie améliorée pour la transformation, mais elle n'est pas utilisée à ses capacités optimales à cause du manque d'incitation à produire des grains de haute qualité

L'amélioration de la compétitivité des systèmes locaux peut s'expliquer, d'une part, par l'amélioration de la productivité et d'autre part, par la réduction des coûts de production. La dépréciation des monnaies ouest-africaines face au dollar américain et la tendance à la hausse constatée dans les prix du riz au début des années 1990 ont été des facteurs qui ont contribué à cet état de fait.

« La compétitivité est une question complexe », indique Lançon. « Par exemple, le transport est une dépense majeure dans le coût de marché de tout produit, y compris le riz importé. Ainsi, dans des pays côtiers comme le Sénégal, le riz importé est très compétitif, tandis que dans des pays enclavés comme le Mali, le prix du riz importé est gonflé par les frais de transport terrestre. » Bien sûr, cette règle économique s'applique à tous les produits presque partout. « La même règle peut fonctionner contre les producteurs dans les zones reculées », poursuit Lançon, « en ce sens que les frais de transport jusqu'au marché peuvent rendre la commercialisation non rentable pour le paysan malchanceux. » En retour, cela peut constituer un effet dissuasif majeur à ce que les paysans reculés augmentent leur production de riz.

« Dans beaucoup de pays de la sous-région, la qualité du riz local est un problème majeur », affirme, pour sa part, Aliou

Diagne, économiste de l'évaluation de l'impact à l'ADRAO. « Le riz local a la solide réputation d'être inférieur au riz importé et souffre de cela. » En fait, le Sénégal est un cas où, au cours des dernières années, la production locale est allée en pure perte alors que les consommateurs achetaient de grandes quantités de riz importé d'Asie.

Ici, la leçon pour l'ADRAO et les pays qu'elle essaie d'aider est que la filière riz doit être revue et adaptée de manière holistique. « Les politiques, toutes seules, ne peuvent rien apporter », ajoute Lançon, « bien que de 'mauvaises' politiques peuvent rendre des aspects de la filière peu attrayants et par la suite insoutenables. La politique doit plutôt être utilisée pour permettre un bon fonctionnement de la filière riz. Les paysans ont besoin d'encouragements, sinon d'incitations pour améliorer leur productivité et la qualité de leurs produits. Les transformateurs ont besoin du même type d'encouragement pour améliorer la qualité de leur travail, et la principale incitation, ce sera le profit. Si les consommateurs continuent de considérer le riz local comme un produit inférieur, l'accroissement de la production pourrait ne pas servir à grand-chose. Cependant, si les gouvernements s'y mettent à tous les niveaux – pour aider les paysans à améliorer les rendements, les transformateurs

à améliorer la qualité, et faire la publicité de la qualité améliorée des produits locaux aux populations – alors tout doit marcher dans l'intérêt de chacun. »

Cependant, l'ADRAO ne doit pas se contenter d'utiliser ses outils d'analyse et transmettre les résultats à ceux qui doivent les utiliser. Les décideurs politiques eux-mêmes doivent pouvoir comprendre, interpréter et tirer leurs propres conclusions des analyses politiques. « La participation est cruciale », explique Lançon. « Il importe que tous les acteurs impliqués dans la production rizicole comprennent la valeur de l'analyse des politiques, mais aussi qu'ils soient impliqués dans le dialogue des politiques. L'ADRAO peut fournir les outils d'analyse des politiques ainsi que la formation dans leur utilisation et leur interprétation. »

Dans l'arène globale du dialogue des politiques, l'ADRAO a certains avantages par rapport aux systèmes nationaux, précisément à cause de son statut et de son rôle dans la sous-région. De manière spécifique, l'ADRAO est un centre de recherche ayant pour mandat de conduire des recherches sur le riz y compris des recherches sur les politiques. Elle est aussi une association intergouvernementale de pays membres, en tant que telle, elle a le soutien politique de



Même après avoir gagné la bataille contre les maladies, les insectes et les adventices dans les champs, sur le marché, le riz local peut encore ne pas être en mesure de concurrencer avec les produits importés.

ses membres tout en étant, physiquement, en dehors des frontières politiques nationales. « De part notre position, nous pouvons réunir des représentants de différents ministères des pays qui, autrement, n'auraient pas nécessairement travaillé ensemble », a poursuivi Lançon. « Par exemple, nous avons joué un rôle d'intermédiaire-facilitateur en réunissant dix types d'acteurs au Nigéria pour discuter des priorités en matière de recherche et de politiques » (voir Encadré 'Etude de cas : le Nigéria').

« L'ADRAO et ses partenaires disposent des technologies », souligne le Directeur général Kanayo F. Nwanze. « Par exemple, les NERICA pour améliorer la productivité dans les plateaux pluviaux, les variétés Sahel et autres variétés pour l'écologie irriguée du Sahel et la batteuse-vanneuse pour améliorer la qualité des produits bord champ. Le même concept de participation qui a été utilisé pour développer et disséminer ces technologies doit être appliqué au dialogue des politiques. »

Avec un financement de l'USAID, l'ADRAO s'est lancée dans une importante revue de la filière riz au Nigéria sur la base de cette approche holistique (voir Encadré 'Etude de cas : le Nigéria'). « Si nous pouvons obtenir une intégration des sous-secteurs au Nigéria et mettre en place des politiques appropriées pour l'ensemble de la filière riz, nous aurons un modèle à appliquer ailleurs dans la sous-région et au-delà », a conclu Lançon.



Au Nigéria, l'essentiel de la capacité de transformation est assuré par des petites unités de transformation

Etude de cas : le Nigéria

« Si nous ne pouvons pas faire quelque chose pour aider le Nigéria, nous n'avons qu'à tout laisser tomber! ». « Cette déclaration du Directeur général Kanayo F. Nwanze peut paraître dure, mais le potentiel rizicole au Nigéria est énorme, et pour l'ADRAO, ignorer le Nigéria équivaldrait à diminuer de moitié son impact potentiel. » Ce n'est pas une exagération du fait que c'est le point de vue d'un ressortissant du Nigéria. La moitié de la population de la sous-région vit au Nigéria et on y trouve la moitié des surfaces de riziculture de la sous-région.

Il y a trente ans de cela, l'agriculture était la principale activité économique du pays, contribuant pour 70 % au PNB. Dans les années 1990, elle n'a contribué que pour 30 %. Le riz en lui-même est passé de l'état de produit de luxe à celui d'aliment de base. La demande des consommateurs s'est accrue en moyenne de 6 % par an. Le pays qui était autosuffisant en riz dans les années 1960 est devenu complètement dépendant des importations. Les importations de riz pour la seule année 1999 se sont élevées à un million de tonnes, qui ont coûté au pays un demi-milliard de dollars américains.

Potentialités et contraintes

« Le Nigéria, c'est toute la sous-région en miniature », affirme Olaf Erenstein, économiste de la production à l'ADRAO. « Il s'étend de la forêt côtière pluvieuse dans le Sud au Sahel dans le Nord. » Avec ses zones agro-écologiques, tous les types de riziculture connus dans la région sont possibles – riz de mangrove et eau profonde, riz pluvial de plateau et de bas-fond et riz pleinement irrigué. Cependant, toutes les écologies rizicoles du pays connaissent des rendements faibles et décroissants, partiellement à cause de l'accroissement des coûts de production et du manque d'intrants (surtout les engrais). Dans le secteur irrigué, on fait état de l'abandon d'infrastructures à forte intensité de capitaux établis dans les années 1970 et 1980 !

« La commercialisation constitue un autre domaine d'inquiétude », poursuit Erenstein. « Le riz local a une piètre image sur le marché comparativement au riz importé. » Cela s'explique par plusieurs raisons dont la qualité des grains n'est pas des moindres – la manipulation après la récolte et la transformation du riz local introduisent des corps étrangers (en particulier des cailloux), ce que le consommateur ne peut accepter. En conséquence, le riz local souffre d'une pénalité de 20 à 30 % sur le prix du marché. Et pour compliquer les choses, par rapport au riz importé immédiatement disponible, le riz local n'est pas régulièrement disponible sur le marché. « Tout le système de commercialisation est devenu un cercle vicieux », poursuit Erenstein, « avec une mauvaise qualité entraînant de mauvais prix et une mauvaise image sur le marché, puis les mauvais prix constants jouant un rôle dissuasif à amener les producteurs à améliorer leurs productions. »

« Il est clair qu'il faut des changements profonds », ajoute Frédéric Lançon, économiste des politiques, « et beaucoup de ces changements devront se faire au niveau politique de sorte qu'ils puissent être mis en œuvre. Sinon, ce sera le statu quo. »

Etude de la filière riz

L'ADRAO exécute un projet d'étude de deux ans sur le secteur riz. Financé par l'USAID, ce projet a pour but de formuler une stratégie saine et économiquement viable pour l'économie du riz au Nigéria. Les objectifs spécifiques de ce projet sont les suivants :

- Fournir une analyse à jour de l'économie du riz au Nigéria – en vue de décrire, documenter et analyser les tendances majeures et les contraintes sous-jacentes, leurs causes et leurs effets ;
- Identifier les opportunités de développement de l'économie du riz, y compris des solutions possibles aux contraintes majeures et les 'voies' d'opportunité ;
- Mettre au point un plan stratégique pour le développement de l'économie du riz dans un monde compétitif ;
Jeter les bases d'un travail de mise en œuvre subséquente du plan stratégique.

Pendant la première année (de novembre 2000 à novembre 2001), les données disponibles publiées ont été revues par le chercheur-visitateur Godwin Akpokodje de l'Institut de recherches économiques et sociales du Nigéria (NISER). Akpokodje a aussi contribué à une revue des institutions et politiques. Tout ceci a abouti à un document sur l'état des lieux. Dans le même temps, les acteurs de la filière riz ont été identifiés et consultés en vue de former un partenariat. En novembre 2001, un premier atelier des acteurs a été organisé et réunissait toutes les parties appropriées pour faire la revue des résultats de la première année d'activités du projet et planifier les activités de suivi pour la deuxième année.

La politique rizicole au Nigéria

« Au cours de ces 30 dernières années ou presque, la filière riz au Nigéria a été caractérisée par une participation active du gouvernement et de sérieuses incohérences », proclame Akpokodje (voir Figure 12). « Les hésitations entre la politique libérale et le protectionnisme ont été contre-productifs pour le secteur riz puisque les acteurs à tous les niveaux ne pouvaient pas faire une planification à long terme. »

« Alors que la politique commerciale a été perçue comme l'option majeure pour le développement de la filière », indique Lançon, « il a manqué de politique d'appui pour tirer profit de la protection offerte aux différentes périodes. »

L'importance du projet de la filière riz est qu'il doit constituer la base de la stabilité à moyen et long terme. « L'ADRAO a les technologies et l'expérience dans beaucoup de domaines à améliorer dans la filière riz au Nigéria », affirme Nwanze. « Il est vrai que la politique a un rôle majeur à jouer, mais c'est en créant l'environnement propice que la politique joue son rôle clé. Le Nigéria est déjà un pays pilote au sein de l'Initiative africaine sur le riz (voir 'L'Initiative africaine sur le riz : disséminer les NERICA en Afrique subsaharienne', pages 9-14) et les NERICA sont une composante majeure de ce que nous avons à offrir, mais il y a des problèmes cruciaux à résoudre pour rendre l'ensemble de la filière riz viable et durable. »

A partir de ce qu'on a appris jusqu'ici de l'étude de la filière, il est probable que l'ADRAO recommande un ciblage des politiques et technologies. Très souvent, les recommandations et les politiques trop générales ne permettent pas d'atteindre le potentiel d'une écologie ou d'un secteur particulier. Le développement de l'ensemble de la filière riz dépendra sûrement de l'amélioration de l'accès des paysans aux intrants et de la durabilité de cet accès. Ici, le crédit sera aussi une question vitale. La question de la commercialisation du riz local nécessitera une initiative majeure en vue de l'amélioration de la capacité et de la qualité de transformation, qui à son tour peut nécessiter un appui financier et une formation. Dans le même temps, il sera nécessaire de mener une vaste campagne de sensibilisation pour pleinement informer les consommateurs des améliorations apportées à la qualité du riz local en sorte qu'ils soient plus disposés à l'acheter.

« Cela semble gigantesque comme œuvre », conclut Nwanze, « mais je suis persuadé que le Nigéria peut et doit devenir un grand centre de production de riz dans la sous-région et donner l'exemple à suivre à d'autres pays. »

